

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EURL LONGUEVILLE AUTOS

lieu-dit Les Vitarelles
RN 113
47200 Longueville

Références : FP/SM/UbD24-47/2024/192
Code AIOT : 0005205592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement EURL LONGUEVILLE AUTOS implanté Les Vitarelles RN 113 47200 Longueville. L'inspection a été annoncée le 18/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURL LONGUEVILLE AUTOS
- Les Vitarelles RN 113 47200 Longueville
- Code AIOT : 0005205592
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la récupération de pièces détachées sur les véhicules hors d'usage (centre VHU). Il a été initialement autorisé par arrêté préfectoral n°94-1829 du 19 juillet 1994. L'exploitant dispose d'un agrément relatif à l'exploitation d'un centre VHU conformément à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Il exerce en limite du site VHU, une activité de réparation ainsi que de vente de véhicules d'occasion et de gardiennage de véhicules.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux usées sanitaires	Arrêté Préfectoral du 18/07/1994, article 3.2.2 (annexe)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Agrément	Arrêté Préfectoral du 21/06/2019, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Aménagement des installations – Stockage	AP Complémentaire du 21/06/2019, article 10 (annexe I)	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Collecte eaux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Suivi des rejets aqueux	AP Complémentaire du 23/05/2013, article 8.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Stockages des carcasses de VHU	Arrêté Préfectoral du 18/07/1994, article 2.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Registre et traçabilité.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Demande d'action corrective	3 mois
15	Traçabilité	AP Complémentaire du 21/06/2019, article 13 (annexe I)	Demande d'action corrective	1 jour
17	Contrôle par un organisme tiers	AP Complémentaire du 21/06/2019, article 15 (annexe I)	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rongeurs-Insectes	Arrêté Préfectoral du 18/07/1994, article 3.4 (annexe)	Sans objet
7	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Sans objet
11	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Sans objet
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Sans objet
16	Communication	AP Complémentaire du 21/06/2019, article 5 (annexe I)	Sans objet
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un projet de mise en demeure est proposée à M. Le Préfet par rapport à la prévention des pollutions pouvant être occasionnées par le stockage des VHU non dépollués.

Par ailleurs, des actions sont attendues concernant:

- le dispositif de traitement des eaux usées sanitaires, et des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées
- l'affichage de l'agrément,
- le suivi des rejets aqueux,
- la prévention des rejets de fluides frigorigènes dans l'air,
- le respect de l'interdiction de l'empilement des VHU,
- le registre et traçabilité des VHU,
- la transmission à l'inspection des rapports relatifs au contrôle annuel par un organisme tiers de la conformité du centre VHU.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux usées sanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/1994, article 3.2.2 (annexe)
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées sanitaires
Prescription contrôlée : Les eaux usées en provenance du bloc sanitaire s'il est créé devront être évacuées vers un système d'assainissement autonome approprié.
Constats : Les eaux usées sanitaires sont dirigées vers une fosse septique selon l'exploitant. Ce dernier n'a pas su indiquer à quand remontait la dernière vidange de la fosse septique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra transmettre à l'inspection le justificatif relatif au dernier entretien du dispositif d'assainissement autonome.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rongeurs-Insectes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/1994, article 3.4 (annexe)
Thème(s) : Risques chroniques, Rongeurs-Insectes
Prescription contrôlée : 3-4 - Rongeurs - Insectes Le chantier sera mis en état de dératisation et de désinfection permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation ou désinsectisation seront maintenues à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : L'exploitant procède lui-même à la dératisation du site. Il utilise du grain rouge RS comme appât (présentation du dernier ticket d'achat datant du 30/11/2024).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Agrément

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2019, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, affichage du numéro d'agrément
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.
Constats : Le numéro d'agrément 4700007-D est affiché dans le local d'accueil des clients du site, toutefois l'affichage fait référence à l'arrêté préfectoral initial d'agrément n° 2007-173-5 du 22 juin 2007 délivré à l'ancien exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra actualiser les références de l'arrêté préfectoral d'agrément au regard du dernier arrêté délivré (arrêté n° 47-2019-06-21-007 du 21 juin 2019).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Aménagement des installations – Stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2019, article 10 (annexe I)
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des installations – Stockage
Prescription contrôlée : [... - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ; - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant à minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ; ...]
Constats : L'exploitant s'est manifestement laissé dépasser par le nombre de VHU présents sur le site. De nombreux VHU non dépollués, répartis sur toute la parcelle n°200, sont entreposés directement sur terrain nu, hors zones imperméabilisées et munies de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit placer l'ensemble des VHU non dépollués sur des sols imperméabilisés et munis de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristique des sols
Prescription contrôlée : Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.
Constats :

Voir point précédent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir point précédent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : [... IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. ...]
Constats : Voir point n°4.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir point n°4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture de l'installation
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou

exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.
Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m ² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.
Constats : Le site est clôturé sur l'ensemble de son périmètre et son accès est fermé par un portail en dehors des heures d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Collecte eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'accès au dispositif de traitement des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées, recouvert de végétation et de VHU, ne semble manifestement pas entretenu au rythme prescrit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'inspection un justificatif d'entretien du décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures datant de moins d'un an ainsi que des bordereaux de suivi des déchets correspondants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suivi des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2013, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des analyses
Prescription contrôlée : Des analyses des rejets visés au 8.1, portant sur l'ensemble des paramètres susvisés, devront être réalisées au moins tous les semestres par l'exploitant. Les premières analyses doivent être effectuées dans un délai de 3 mois après la signature de l'arrêté préfectoral. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.
Constats : La dernière analyse mentionnée dans Gidaf date de février 2019 et concernait un contrôle inopiné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder au contrôle semestriel des rejets aqueux par rapport aux paramètres mentionnés à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de polluants
Prescription contrôlée : Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable. Le démontage des pièces provoquant des poussières (plaquettes, garnitures, disques de freins...) est effectué sur une aire convenablement aérée, ventilée et abritée des intempéries.
Constats : L'exploitant n'a pas retrouvé le justificatif relatif à la dernière vérification de la machine de récupération des fluides frigorigènes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection le justificatif relatif à la dernière vérification de la

machine de récupération des fluides frigorigènes ainsi que l'attestation de capacité au retrait et à la récupération de fluide frigorigène telle que mentionnée à l'article 14 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral n°47-2019-06-21-007 du 21 juin 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'installation
Prescription contrôlée : Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté. Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.
Constats : L'élimination des déchets se fait dans des installations adaptées. Les bordereaux de suivi de déchets sont édités dans Trackdéchets (examen du dernier BSD relatif aux huiles noires usagées et aux pots catalyseurs).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des VHU après dépollution
Prescription contrôlée : [... Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.]
Constats : L'accès du site a été interdit au public depuis environ 2 ans selon l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stockages des carcasses de VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/1994, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages des carcasses de VHU
Prescription contrôlée : Les carcasses de véhicules stockés ne devront en aucun cas être empilées.
Constats : Des empilements de véhicules dépassant largement les 3 mètres de hauteur ont été observés sur le site. L'exploitant a indiqué que ces véhicules seraient prochainement repris par un démolisseur agréé. Deux bordereaux de suivi de VHU ont été transmis à l'inspection par l'exploitant suite à la visite, et relatifs à l'enlèvement par un démolisseur agréé le 23 décembre 2024 (2 lots de VHU de 7,4 tonnes chacun).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter l'interdiction d'empilement des véhicules.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Registre et traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Registre et traçabilité.
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : L'exploitant a présenté le registre de police qu'il tient à jour, ce document ne permet toutefois pas à lui seul de tracer l'ensemble des informations demandées (dont date de dépollution, nature et quantité des déchets issus de la dépollution...). L'exploitant dispose également d'une base de données informatisées qui semble permettre la saisie des informations manquantes et exigibles mais qui n'est pas renseignée de façon optimale

pour l'instant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit assurer une traçabilité sur l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 44 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Traçabilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2019, article 13 (annexe I)
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des VHU
Prescription contrôlée : L'exploitante du centre VHU est tenue d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe II du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.
Constats : Aucun bordereau de suivi de VHU n'était renseigné le jour de la visite. Cette non conformité était déjà mentionnée dans le compte rendu d'audit du 29 octobre 2015. L'exploitant a indiqué qu'il allait procéder désormais à la saisie de ces documents directement dans Trackdéchets à l'issue de la visite. Les premiers bordereaux de suivi de VHU, édités à l'occasion de l'enlèvement de VHU par la SIRMET le 23/12/2024, ont été transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit poursuivre le renseignement systématique des bordereaux de suivi de VHU qu'il vient d'initier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 16 : Communication

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2019, article 5 (annexe I)
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration SYDEREP et récépissé correspondant de l'ADEME
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitante du centre VHU est tenue de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R.543-164 du code de l'environnement.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <p>Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;</p> <p>Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;</p> <p>L'âge moyen des véhicules pris en charge ;</p> <p>La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;</p> <p>Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;</p> <p>Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;</p> <p>Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;</p> <p>Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;</p> <p>Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.</p> <p>Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R.543-164.</p> <p>La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n+1.</p> <p>Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n+1. À partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.</p> <p>L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le compte rendu d'audit réalisé le 12/11/2024, la déclaration 2023 a été certifiée par l'ADEME (42 VHU ont été pris en charge).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Contrôle par un organisme tiers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2019, article 15 (annexe I)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle par un organisme tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management

<p>environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ; - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification. <p>Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier compte rendu d'audit dont disposait l'inspection datait de 2018. Le compte rendu relatif à l'audit du 12/11/2024 a été remis à l'inspectrice dans le cadre de cette visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à transmettre systématiquement une copie du rapport annuel d'audit au Préfet (Inspection des installations classées).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vérification des extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. <p>..</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.]</p>
<p>Constats :</p> <p>6 extincteurs sont répartis sur le site, ils sont vérifiés annuellement par la société RME (mention</p>

sur le registre dédié).

Aucune opération de découpe au chalumeau n'est réalisée sur le site selon l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite